Zeitschrift: Revue Militaire Suisse
Herausgeber: Association de la Revue Militaire Suisse
Band: - (2023)
Heft: [1]: Numéro Thématique 1

Artikel: Et si la guerre froide ne s'était jamais terminée?
Autor: Penseyres, Nicolas
DOI: https://doi.org/10.5169/seals-1055336

Nutzungsbedingungen
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Siehe Rechtliche Hinweise.

Conditions d'utilisation
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. Voir Informations légales.

Terms of use
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. See Legal notice.

Download PDF: 11.05.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

Afin de remplacer les centaines de chars de combat perdus, capturés, endommagés ou détruits, les forces russes ont sorti 800 T-62M modernisés de leurs réserves. Malgré les blindages supplémentaires et même dans un rôle d'appui de l'infanterie, leur vulnérabilité est considérable – ce qui explique la recherche de positions abritées et protégées.

International

Et si la guerre froide ne s'était jamais terminée ?

Cap Nicolas Penseyres
Cdt cp gren chars 18/4

Imaginons un instant la situation suivante : lors d'une calme nuit d'hiver, alors même que la tension internationale semble à son comble, la majorité de la population va tout de même se coucher paisiblement. En effet, il ne s'agit pas de la première fois que la tension grimpe, mais les choses finissent toujours par se calmer. Aussi, c'est à la surprise générale qu'une attaque est déclenchée dès l'aube par des formations mécanisées poussant en nombre de l'Est vers l'Ouest – infanterie motorisée et divisions blindées fonçant à pleine vitesse à l'intérieur des lignes défensives de l'adversaire avant que celles-ci n'aient pu être établies correctement, les contournant au même titre que les villes au besoin, les unités héliportées fondant sur les points clés du dispositif adverse. L'aviation appuie les formations au sol, mais n'arrive pas à établir la supériorité aérienne. L'escalade nucléaire est dans tous les esprits, mais la réponse graduelle remet cette option à plus tard : pour l'instant les combats font rage au sol. Les forces en présence sont considérables, les besoins matériels et logistiques augmentent de manière exponentielle, les combats sont féroces. Il s'agit de la vague rouge tant redoutée !

On pourrait croire à un roman, comme le fameux *Tempête Rouge* de Tom Clancy[1] relatant une possible troisième guerre mondiale en 1986, mais non, nous sommes en 2022 et l'invasion russe de l'Ukraine a pris la majorité du monde par surprise. La question est pourquoi ?

Pour y répondre, il est tentant de s'intéresser à la fin des années 1980 ou début 1990, là où l'historiographie occidentale a retenu la « fin de la guerre froide » ou plutôt l'acceptation par les Soviétiques d'y mettre fin selon les termes dictés à Washington D.C. Au regard de la situation, il semble beaucoup plus pertinent de s'intéresser à la fin de la Seconde Guerre mondiale et au début de la guerre froide. Notre monde actuel a en effet été plus durablement affecté par la constitution de la Communauté internationale après la Dernière Guerre mondiale que par la dissolution de l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques (URSS). C'est ce monde post-Seconde Guerre mondiale qui aujourd'hui a atteint certaines limites.

Comprendre les mécaniques qui ont mené à la Guerre froide permet d'améliorer la compréhension des relations complexes qui existent aujourd'hui entre les pays européens, les Etats-Unis et la Russie. Il est bien sûr évident que nous vivons (ou devons vivre) aujourd'hui en Europe avec cet héritage, mais il est clair que nous avons voulu nous débarrasser un peu vite de l'histoire de la guerre froide.

Situer le début de la guerre froide

J'aime utiliser la métaphore d'une pièce de théâtre pour décrire le processus qui a conduit à la Guerre froide. Le scénario aurait été rédigé pendant la Seconde Guerre mondiale et les rôles auraient été distribués en 1946, des répétitions intensives auraient eu lieu en 1947 – y compris une répétition générale – et les premières représentations auraient eu lieu en 1948 devant un public nombreux. Mais pourquoi l'année 1948 ?

En 1948, plusieurs événements ont conduit à la détérioration à long terme des relations Est-Ouest, une « officialisation » de cette rupture en quelque sorte. Tout d'abord, il est apparu une fois de plus que l'Union soviétique dirigée par Joseph Staline revendiquait clairement le pouvoir sur les « territoires libérés » (renversement de Prague, rupture Staline-Tito). Et c'est alors qu'eut lieu le premier grand affrontement de la Guerre froide, lorsque Staline espérait obtenir un retrait des alliés occidentaux en isolant Berlin-Ouest durant l'été (blocus de Berlin).

Cet événement et le pont aérien mis en place en réponse par les Anglo-Britanniques pour plus d'une demie année a eu deux conséquences : d'une part, il a soudé les puissances occidentales (FRA, USA, GBR) et d'autre part, il les a convaincues de la nécessité de disposer d'une

[1] Clancy, Tom. *Red Storm Rising*. New York: Putnam's Sons, 1986.

défense coordonnée. La création de l'OTAN en 1949 doit donc être considérée comme une conséquence de la détérioration des relations Est-Ouest, surtout depuis 1947. L'année 1948 fut le tournant décisif.[2]

Comprendre le rôle de l'Europe et de la France

L'Europe joue un rôle important, même si l'actualité ne le met par forcément en avant. En effet, l'Europe est et a toujours été l'objet du conflit entre Moscou et Washington. La France à ce titre, tout comme en 1948, tient une position plus qu'ambivalente. Alors même qu'Emmanuel Macron avait rêvé d'une relation particulière avec Vladimir Poutine dès son investiture en 2017 – un peu comme le Général de Gaulle qui s'assura la signature de Staline en 1944,[3] afin de peser dans les relations avec les alliés occidentaux – la réalité l'a rapidement rattrapé.

D'ailleurs Georges-Henri Soutou écrivait en 1990 : « Moscou préférera toujours discuter avec les puissants, c'est-à-dire avec Bonn et Washington, qu'avec nous. »[4] Le complexe de puissance de la France est un sujet récurrent de son orientation stratégique de la fin de la Seconde guerre mondiale, mais elle conditionne passablement son action envers les acteurs extra-européens et particulièrement vis-à-vis de l'Allemagne, aujourd'hui encore.

Un aspect central de la sécurité, hier comme aujourd'hui, est la perception de la menace. Ceci peut être investigué grâce à l'outil de la théorie constructiviste de « sécurisation ». Le terme est un dérivé de l'Anglais : *securitization*. Il s'agit d'un concept des études de sécurité (*Security Studies*) – partie intégrante de l'étude des Relations internationales. Cette théorie décrit fondamentalement le processus par lequel une problématique générale est transformée en problème de sécurité.

Dans le cas de la France, on peut donc se demander ce que signifiait « sécurité » pour elle en 1948 ? Elle ne signifiait pas la même chose qu'à l'époque de l'accord franco-soviétique de 1944, ni des plans d'après-guerre de Charles de Gaulle pour une politique de défense rénovée pour la France.

En 1948, la sécurité pour la France signifiait avant tout un défi mondial. L'Union soviétique et les communistes étaient perçus comme de plus en plus agressifs – le coup de Prague en février 1948 a fonctionné comme un catalyseur dans la détérioration des relations franco-soviétiques. Entre la situation de la politique de puissance au niveau international et les menaces de l'intérieur, c'est surtout le besoin de garanties de sécurité de la part des alliés occidentaux, principalement des USA, qui prévalait chez les élites gouvernementales françaises.

La sécurité en 1948, c'est donc aussi l'idée d'une défense en réseau – pierre angulaire de l'UE et de l'OTAN aujourd'hui. De plus, les campagnes de désinformation et les troubles intérieurs ont joué un rôle important, et ce sous un danger militaire permanent du géant russe.

Du désarmement intellectuel de l'Europe occidentale

« Les dividendes de la paix », ils sont nombreux aujourd'hui à les critiquer. Mais de quoi s'agit-il ? Est-ce uniquement une question de fonds de défense économisés depuis 1990 – certaines estimations parlent de € 450 milliards économisés durant les trente dernières années pour la Bundeswehr – ou alors est-ce plutôt une question d'orientation fondamentale de notre compréhension stratégique ?

Il est tentant de comparer la Fédération de Russie à l'Union soviétique, mais cela pose problème à plusieurs égards. La société russe est moins cloisonnée que la population soviétique de l'époque, une société civile existe aujourd'hui en Russie grâce aux moyens de communication électroniques et transnationaux modernes. L'armée russe dispose en outre d'une image négative en Europe occidentale après ses récentes interventions (Géorgie en 2008, Ukraine en 2014, Syrie en 2015), contrairement à l'Armée rouge de l'époque. Cette dernière disposait d'un grand prestige après la Seconde Guerre mondiale – cet « effet Stalingrad » est décrit par l'historien Georges-Henri Soutou comme le « prestige universel de Stalingrad. »[5]

Ce qui est sûr est que l'histoire ne s'est par arrêtée en 1991 pour la Russie. Rappelons-nous de son rôle dans les guerres en ex-Yougoslavie, les guerres en Tchétchénie et ses réticences en 1999 au Kosovo. En fait, la puissance de la Russie n'a fait que régresser depuis 1945, alors même qu'elle fut à son apogée. L'Occident n'a fait que se réjouir de ce fait et la Russie a fait tout en son pouvoir pour stopper cette perte d'influence.

De ce fait, en utilisant la théorie de « securisation » à l'envers, on pourrait prétendre que l'Europe a refusé unilatéralement l'ambition même de puissance de la Russie, étant un concept jugé dépassé et n'ayant pas sa place au XXI[e] siècle. En « dé-problématisant » les enjeux de sécurité durant les trente dernières années, nous avons non seulement réduit drastiquement des budgets de défense qui ont à beaucoup d'endroits dépassé le point de non-retour. Mais de manière plus importante, nous avons par notre propre aveuglement refusé de comprendre que notre manière de faire – juste ou non, là n'est pas la question – allait tôt ou tard provoquer un conflit avec la Russie.

Quand le réalisme rattrape le constructivisme

Il n'est plus à démontrer que les théories constructivistes de sécurité apportent une perspective intéressante aux *Security Studies* dans le cadre de l'étude de problèmes « émergents », cet outil faisant office d'une focale historique très utile dans le cas du début de la Guerre

[2] Penseyres, Nicolas. *Achtung Sowjetunion ! : Frankreichs Sicherheit im Schicksalsjahr 1948 unter dem Blickwinkel der "Versicherheitlichung"*. Berne : Bibliothek am Guisanplatz, 2021.

[3] Traité d'alliance et d'assistance mutuelle entre le Gouvernement provisoire de la République française et l'URSS du 10 décembre 1944.

[4] Soutou, Georges-Henri. *La réunification allemande un échec pour Gorbatchev ?*, 1990.

[5] SOUTOU, Georges-Henri : « Le prestige universel de Stalingrad: de l'alliance des démocraties et du régime stalinien à la Guerre froide », In *Une si longue nuit, l'apogée des régimes totalitaires en Europe 1935-1953*. Monaco : Editions du Rocher, 2003.

froide.[6] Pourtant, cette même approche théorique, célébrée comme vérité transcendant toutes les couches de la société et de son fonctionnement dans le cadre de la mondialisation ou globalisation, a révélé des failles. En effet, la libéralisation de l'économie en Russie dans les années 1990 et les échanges accrus avec l'espace ex-soviétique auraient dû apporter des changements structurels et avec eux, pensait-on, une modification de la posture stratégique fondamentale de la Russie. Mais est-ce que cela fonctionne ?

Oui, si l'on se place dans le temps long et que l'on adopte une perspective optimiste de l'être humain, acteur d'un progrès jugé constant. Non, si l'on considère les invariants de la posture stratégique russe durant les deux derniers siècles et que l'on adopte une perspective pessimiste, c'est-à-dire l'opinion selon laquelle l'action humaine est guidée par un ensemble de facteurs émotionnels instables et passionnels. C'est là qu'une notion en particulier permet une approche plus réaliste du conflit qui oppose la Russie avec le reste de l'Europe : celle de « culture stratégique ».

Quelles sont les dimensions fondamentales de la culture stratégique russe ? Le colonel EMG allemand Norbert Eitelhuber, académicien et futur Attaché de l'Air à Moscou de 2017 à 2018, résumait en 2009 la culture stratégique russe en trois traits essentiels :

- La perception de la menace : omniprésents et meurtriers, les conflits ont façonné l'histoire de la Russie depuis le Moyen Âge ;
- La proximité avec l'autoritarisme : les réformes politiques et sociétales ont toujours uniquement suivi les besoins militaires de la Russie, elle n'a connu que de très rares périodes « démocratiques » ;
- La poursuite du statut de grande puissance : la Russie construit sa puissance dès la fin du Moyen Âge et fait partie du concert des nations européennes au moins depuis 1815 et le Congrès de Vienne.[7]

D'autres résument ces constantes à un militarisme étatique ou institutionnalisé[8] ou alors y ajoutent les dimensions religieuses et idéologiques pour mettre en avant le discours messianique du nationalisme russe.[9] Ce qui est sûr est que la Russie a toujours cherché à sanctuariser son territoire et qu'elle ne tolère pas l'influence extérieure, sous aucune forme.

Regard passé et futur : de la guerre froide à la guerre de haute intensité

Nous avons atteint aujourd'hui une situation qui est bien plus dangereuse qu'en 1948 et qui ne peut pas être comparée aux périodes les plus tendues de la Guerre froide. La logique des blocs ne fonctionne plus, la polarisation d'alors n'est pas la polarisation d'aujourd'hui. La multiplication des acteurs sur la scène internationale rend le monde plus dangereux. Mais pourquoi avoir unilatéralement pensé la fin de l'Histoire, alors même que la sagesse et l'étude de la stratégie auraient dû nous conseiller la prudence ?

Nous avons vu que certaines réflexions entamées au début de la Guerre froide restent d'actualité. Les relations de puissance entre la France et l'Allemagne au sein de l'Union européenne sont aujourd'hui marquées par les réticences françaises d'alors concernant le réarmement allemand et les réticences allemandes contemporaines vis-à-vis de la faiblesse de l'économie française.

La question de la nécessité et du rôle d'une force armée européenne se pose également aujourd'hui comme hier. Paradoxalement, le sentiment est que cela aurait été plus facile à mettre en place à l'époque qu'aujourd'hui. En effet, la pratique montre que lorsqu'une guerre éclate effectivement, tous les européens comptent sur l'OTAN !

La Russie semble être revenue au centre de la construction et de la perception de la menace, du moins en Europe. En 1948, l'Armée rouge disposait d'une supériorité écrasante en Europe et occupait une grande partie de l'Allemagne et de l'Autriche, sans parler de l'Europe de l'Est. Les Européens n'avaient que peu de choses à opposer aux Russes à titre individuel, comme c'est le cas aujourd'hui si nous sommes honnêtes. Le recul de l'influence soviétique fait que la Russie semble moins menaçante aujourd'hui. Mais le danger réside peut-être précisément dans le fait que la Russie se sente menacée, ou pire, se sente acculée. C'est dans ce cadre incertain que la France tente en outre de maintenir le dialogue avec la Russie au niveau présidentiel, mais l'efficacité de la démarche est questionnable, comme par le passé.

Enfin, il convient de mentionner que la guerre indirecte est au cœur des réflexions des Etats en matière de sécurité. A l'époque, on parlait de troubles intérieurs, de désinformation, de propagande, de sabotage, d'espionnage... ce que nous appelons aujourd'hui « guerre hybride » est en fait tout ce que nous connaissions déjà.

Mais c'est le terrible coût attritionnel du champ de bataille moderne combiné aux moyens de communication numérisés qui font réaliser l'ampleur du conflit qui se déroule actuellement en Europe. L'intensité et la dimension des combats sont inconnus des armées occidentales depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale et de la Guerre de Corée. Et malheureusement, les enjeux de part et d'autre ne laissent pas entrevoir une fin prochaine des hostilités. Le narratif russe, solidement

[6] La théorie de « sécurisation » est l'élément théorique principal utilisé pour analyser le changement de perception de la menace en France au début de la Guerre froide, voir Penseyres, Nicolas. *Achtung Sowjetunion! : Frankreichs Sicherheit im Schicksalsjahr 1948 unter dem Blickwinkel der "Versicherheitlichung"*. Bern: Bibliothek am Guisanplatz, 2021.

[7] Eitelhuber, Norbert. « The Russian Bear: Russian Strategic Culture and What It Implies for the West. » *Connections. The quarterly journal (English ed.)* 9, no. 1 (2009): 1–28.

[8] Ermarth, Fritz W. « Russian Strategic Culture : Past, Present, and... in Transition ? », papier de recherche pour l'Advanced Systems and Concepts Office de la Defense Threat Reduction Agency. 2006 ; Kerrane, Evan : « Moscow's Strategic Culture : Russian Militarism in an Era of Great Power Competition. » *Journal of Advanced Military Studies,* Special issue (2022) : 69-87.

[9] Antczak, Anna : « Russia's Strategic Culture : Prisoner of Imperial History ? » *Athenaeum Polish Political Science Studies*, vol. 60 (2018) : 223-242.

ancré dans la culture stratégique du pays et radicalisé par les horreurs de la guerre, ne le permettra pas.[10]

Afin de terminer sur une note positive et en espérant que les nombreuses années durant lesquelles Henry Kissinger aura amassé du savoir théorique et pratique puissent aider à appréhender l'avenir, il est essentiel d'aborder la question de la nécessaire réconciliation :

« La quête de la paix et de l'ordre comporte deux composantes qui sont parfois considérées comme contradictoires : la recherche de sécurité et la nécessité de réconciliation. Si nous ne pouvons pas atteindre les deux, nous ne pourrons atteindre ni l'un ni l'autre. La voie de la diplomatie peut sembler compliquée et frustrante. Mais pour y progresser, il faut à la fois la vision et le courage d'entreprendre le voyage. »[11]

N. P.

[10] Götz, Elias ; Staun, Jørgen. « Why Russia attacked Ukraine: Strategic culture and radicalized narratives », *Contemporary Security Policy* 43, No. 3, 2022, p. 482-497.

[11] Traduit de l'anglais par l'auteur, Kissinger, Henry. « How to avoid another world war. » *The Spectator*, en ligne (17.12.2022), https://www.spectator.co.uk/article/the-push-for-peace/?utm_medium=Social&utm_source=Twitter#Echobox=1671360844, consulté le 18.12.2022.

Revue des revues

Le conflit ukrainien dans la presse spécialisée

En un an, d'innombrables articles et de revues ont paru sur le conflit ukrainien. Mais la production des revues spécialisées a connu le retard inhérent aux délais des rédactions. La qualité a été parfois inégale. Et l'offre s'est répartie entre de nombreux articles très techniques ou réalisés auprès des unités sur le terrain, ou alors au contraire des articles de nature plus théoriques et stratégiques. Quelques références sont proposées ici pour s'y retrouver :

DSI

Malgré sa couverture pompeuse, seul un article de Joseph Henrotin dans le numéro 157 (janvier-février 2022) est consacré à l'armée ukrainienne. Il y est surtout question des difficultés de réformer l'organisation et la conscription. Le numéro 159 (mai-juin) est essentiellement consacré à l'Ukraine avec plusieurs articles sur la garde nationale russe (Rosgvardia), les Forces aériennes ukrainiennes ou encore les surprises de la guerre en Ukraine par Michel Goya ; un article présente également l'état des forces armées biélorusses. Le numéro 160 (juillet-août) est pauvre, évoquant la doctrine blindée/mécanisée russe (Michel Goya) et la présentation du T-64 sous ses jupes (Pierre Petit). Le numéro 161 (septembre-octobre) ne consacre que quelques pages aux MLRS/HIMARS en Ukraine ainsi qu'aux munitions rôdeuses. Quant au numéro 162 (novembre-écembre 2022), il reprend de la vigueur avec plusieurs articles consacrés aux offensives ukrainiennes, aux leçons de 1941-1945, aux duels d'artillerie et aux exportations d'armement de la Russie en chute libre.

C'est que DSI réserve certains articles de fonds à ses Hors-série. Ainsi le HS No. 84 est consacré aux premières leçons de la guerre en Ukraine, à travers un examen de l'usage des drones et le recours massif à une artillerie à toujours plus longue portée, ainsi qu'à des munitions guidées. Mais il est également question de « techno-guérilla » et des nouvelles armes guidées antichars, ainsi que des nouveautés en matière de mines. Le HS No. 86 est consacré à la guerre navale mais consacre plusieurs articles de fonds à l'état de la Marine russe.

Bataille & Blindés

Même si le numéro 107 (avril-mai 2022) est largement consacré à la Seconde Guerre mondiale, Yannis Kadari, François Pélissier et Laurent Tirone ont réalisé dans ce numéro un très bon inventaire des blindés ukrainiens, détaillant le nombre mais aussi les forces et les faiblesses de chaque type d'engin. Il paraît alors logique qu'un article de Benjamin Gravisse lui réponde dans le numéro 109 (août-septembre) pour présenter l'inventaire russe. Peu d'analyse ou de suivi des opérations dans cette revue ; en revanche, un article consacré au combat mécanisé en zone urbaine (CEZU) de Jordan Proust mérite d'être évoqué.

Raids

Le No. 435 (octobre 2022) compte un excellent article de Jean-Paul Husson sur les forces russes à Kaliningrad. Le numéro 436 (novembre 2022) consacre un dossier à l'Ukraine. Il y est notamment question de la force de défense territoriale ukrainienne, des armes produites ou bricolées localement, ainsi que de la guerre clandestine menée par Kiev sur les arrières de l'occupant. Mais pour aller plus loin, il faut se référer au Dossier *Raids* No. 2 (novembre-décembre 2022) entièrement consacré aux armées russes et ukrainiennes ; il y est essentiellement question de présenter les différents types de matériels respectifs, ainsi que ceux fournis par les pays occidentaux à l'Ukraine.

Diplomatie

Le No. 118 (novembre-décembre 2022) est largement consacré à la guerre en Ukraine et à ce qui est décrit comme un « échec de Moscou » avec, bien sûr, la forme interrogative de rigueur. La situation sur le terrain est examinée mais il est également question de l'identité ukrainienne et des chances d'adhésion dans l'Union européenne, des défis énergétiques et géopolitiques – ainsi qu'à l'influence de Moscou au-delà de ses frontières. A ne pas négliger non plus, le numéro « Grands dossiers » No. 67 (avril-mai) consacré à la Russie de Poutine : propagande, politique étrangère, influence à travers le monde, énergie, défense et armement, sanctions, sécurité intérieure.